

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1365

[C - 2003/22352]

**25 MARS 2003.** — Arrêté royal relatif à la prise en considération en matière de pension de suppléments de traitement accordés au personnel infirmier et soignant du secteur public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844, notamment l'article 8, § 2, alinéa 4, inséré par la loi du 25 janvier 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 30 août 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'accord donné le 5 novembre 2002 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.662/2 donné le 12 février 2003, en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, complété par la loi du 30 mars 2001, est complété comme suit :

« 40° la prime accordée en exécution du protocole n° 120/2 du 28 novembre 2000 du comité commun à l'ensemble des services publics concernant le plan pluriannuel pour le secteur public de la santé et pour laquelle une intervention financière est accordée à l'employeur. »

**Art. 2.** Cet arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 2001.

**Art. 3.** Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1365

[C - 2003/22352]

**25 MAART 2003.** — Koninklijk besluit betreffende het in aanmerking nemen voor het pensioen van weddenbijslagen toegekend aan verplegend en verzorgend personeel van de openbare sector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de algemene wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen van 21 juli 1844, inzonderheid op artikel 8, § 2, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 25 januari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 19 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 augustus 2002 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op de akkoordbevinding van 5 november 2002 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle Overheidsdiensten;

Gelet op het advies nr. 34.662/2 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 8, § 2, eerste lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, aangevuld bij de wet van 30 maart 2001, wordt aangevuld als volgt :

« 40° de premie toegekend ter uitvoering van het protocol nr. 120/2 van 28 november 2000 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten betreffende het meerjarenplan voor de openbare gezondheidssector en waarvoor aan de werkgever een financiële tegemoetkoming verleend wordt. »

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2001.

**Art. 3.** Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 1366

[2003/200527]

**26 MARS 2003.** — Arrêté royal d'exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, q, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif aux gardiens et gardiennes d'enfants (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, q, inséré par la loi du 24 décembre 2002;

Vu l'avis n° 1406 du Conseil national du Travail du 12 juin 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 février 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 février 2003;

Vu l'avis n° 34.937/1 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 1366

[2003/200527]

**26 MAART 2003.** — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, q, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de onthaalouders (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, q, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op het advies nr. 1406 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 12 juni 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 13 februari 2003;

Gelet op het advies nr. 34.937/1 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 10 de la loi-programme du 24 décembre 2002 prévoit que le statut social des gardiens et gardiennes d'enfants doit entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2003;

Que les services d'encadrement concernés, les gardiens et gardiennes encadrés, ainsi que l'Office national de l'Emploi et les organismes de paiement doivent — vu la date d'entrée en vigueur — être fixés dans les meilleurs délais sur les implications précises de ce statut social et que par conséquent il faut le temps suffisant pour en informer les intéressés en détail afin qu'ils puissent se préparer suffisamment;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « gardien ou gardienne d'enfants » : la personne affiliée auprès d'un service agréé par une Communauté qui, sans être liée par un contrat de travail avec ce service, assure dans un cadre familial la garde des enfants qui sont amenés par leurs parents;

2° « jour de garde d'enfant » : l'accueil d'un enfant pendant une journée complète; le jour de garde d'enfant est proportionnalisé si la réglementation applicable prévoit que la garde est comptée comme une prestation d'une journée incomplète;

3° « nombre maximum de jours de garde d'enfant » : le nombre de jours de garde d'enfant qui aurait été atteint si tous les enfants inscrits auprès du gardien ou de la gardienne d'enfants étaient présents pendant la période d'inscription dans le mois considéré; ce nombre ne peut pas dépasser ( $n \times$  le nombre de jours, samedis et dimanches exceptés) où  $n$  est égal au nombre d'enfants que le gardien ou la gardienne d'enfants peut garder conformément à la décision d'agrément;

4° « allocation de garde » : l'indemnité perçue par un gardien ou une gardienne d'enfants en application de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le gardien ou la gardienne d'enfants a droit à une allocation de garde, calculée en fonction du nombre de jours de garde d'enfant manquants indemnisables dans le mois considéré.

Le nombre de jours de garde d'enfant manquants indemnisables est obtenu en diminuant le nombre de maximum de jours de garde d'enfant du :

1° nombre de jours de garde d'enfant effectifs;

2° nombre de jours de garde d'enfant qui n'ont pas pu être réalisés suite à l'incapacité de travail du gardien ou de la gardienne d'enfants ou suite à une période de protection de la maternité dans le chef de la gardienne d'enfants;

3° le nombre de jours de garde d'enfant qui n'ont pas été réalisés suite à des circonstances dépendantes de la volonté du gardien ou de la gardienne d'enfants;

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, sont notamment considérées comme des circonstances indépendantes de la volonté du gardien ou de la gardienne d'enfants :

1° l'absence de l'enfant suite aux vacances des parents de l'enfant à garder ou suite à la maladie de l'enfant;

2° l'inactivité qui est la conséquence de l'impossibilité temporaire de garder des enfants pour cause de force majeure ou de l'interdiction de garder des enfants suite à une maladie contagieuse d'une personne qui fait partie du ménage du gardien ou de la gardienne d'enfants.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, sont notamment considérées comme des circonstances dépendantes de la volonté du gardien ou de la gardienne d'enfants: l'inactivité qui découle des vacances du gardien ou de la gardienne d'enfants ou du fait que le gardien ou la gardienne d'enfants ne souhaite pas assurer de garde un jour férié légal ou un autre jour.

§ 2. Le nombre de jours de garde d'enfant manquants indemnisables obtenu conformément au § 1<sup>er</sup> est converti en un nombre fictif d'heures de chômage en multipliant par 1,9.

Le nombre d'allocations auquel le gardien ou la gardienne d'enfants peut prétendre pour un mois considéré est obtenu en divisant le nombre fictif d'heures de chômage par 6,33.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat in artikel 10 van de Programmawet van 24 december 2002, voorzien is dat het sociaal statuut van de onthaalouders ten laatste op 1 april 2003 in werking dient te treden;

Dat de betrokken erkende en gesubsidieerde diensten, de erkende en gesubsidieerde onthaalouders, evenals de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de uitbetalingsinstellingen — gezien de datum van inwerkingtreding« — « zo snel mogelijk uitsluitel moeten bekomen over de precieze implicaties van dit sociaal statuut en er bijgevolg voldoende tijd dient te zijn om de betrokkenen hierover grondig te informeren opdat ze zich voldoende kunnen voorbereiden.

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « onthaalouder » : de persoon, aangesloten bij een dienst die door een Gemeenschap is erkend, die, zonder met deze dienst verbonden te zijn door een arbeidsovereenkomst, opvang in gezinsverband verzeker, van kinderen die door hun ouders worden gebracht;

2° « kindopvangdag » : de opvang van een kind gedurende een volledige dag; de kindopvangdag wordt geproportioneerd indien de toepasselijke regelgeving voorziet dat de opvang gerekend wordt als een prestatie van een onvolledige dag;

3° « maximum aantal kindopvangdagen » : het aantal kindopvangdagen dat bereikt zou worden indien alle bij de onthaalouder ingeschreven kinderen gedurende de periode van inschrijving in de beschouwde maand, aanwezig zouden zijn; dit aantal mag ( $n \times$  het aantal dagen met uitsluiting van de zaterdagen en de zondagen) niet overschrijden, waarbij  $n$  gelijk is aan het aantal kinderen dat de onthaalouder overeenkomstig de erkenningsbeslissing mag opvangen;

4° « opvanguitkering » : de vergoeding die een onthaalouder ontvangt in toepassing van artikel 7, § 1, derde lid, g, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

**Art. 2. § 1.** De onthaalouder is gerechtigd op een opvanguitkering die wordt berekend in functie van het aantal vergoedbare ontbrekende kindopvangdagen in de beschouwde maand.

Het aantal vergoedbare ontbrekende kindopvangdagen wordt bekomen door het maximum aantal kindopvangdagen te verminderen met :

1° het aantal effectieve kindopvangdagen;

2° het aantal kindopvangdagen dat niet gerealiseerd kon worden ingevolge de arbeidsongeschiktheid van de onthaalouder of ingevolge de periode van moederschapsbescherming in hoofde van de onthaalouder;

3° het aantal kindopvangdagen dat niet gerealiseerd werd ingevolge omstandigheden afhankelijk van de wil van de onthaalouder;

Worden voor de toepassing van het tweede lid, 3°, inzonderheid beschouwd als omstandigheden afhankelijk van de wil van de onthaalouder :

1° de afwezigheid van het kind ingevolge vakantie van de ouders van het op te vangen kind of ingevolge de ziekte van het kind;

2° de inactiviteit die het gevolg is van de tijdelijke onmogelijkheid ingevolge overmacht om kinderen op te vangen of van het verbod kinderen op te vangen ingevolge een besmettelijke ziekte van een persoon die deel uitmaakt van het gezin van de onthaalouder.

Worden voor de toepassing van het tweede lid, 3°, inzonderheid beschouwd als omstandigheden afhankelijk van de wil van de onthaalouder, de inactiviteit die het gevolg is van de vakantie van de onthaalouder of van het feit dat de onthaalouder geen opvang wenst te realiseren op een wettelijke feestdag of op een andere dag.

§ 2. Het overeenkomstig § 1 bekomen aantal vergoedbare ontbrekende kindopvangdagen wordt omgezet naar een fictief aantal werkloosheidsuren door vermenigvuldiging met 1,9.

Het aantal uitkeringen waarop de onthaalouder voor een beschouwde maand aanspraak kan maken, wordt bekomen door het fictief aantal werkloosheidsuren te delen door 6,33.

Lorsque la fraction décimale du résultat final obtenu est inférieure à 0,25, le résultat est arrondi à l'unité inférieure; lorsque cette fraction est égale ou supérieure à 0,25 sans atteindre 0,75, le résultat est arrondi à 0,50; lorsque cette fraction est égale ou supérieure à 0,75, le résultat est arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. Le nombre d'allocations obtenu conformément au § 2 est toutefois diminué du nombre de jours pour lesquels le gardien ou la gardienne d'enfants :

1° bénéficie d'un revenu de remplacement qui découle d'un régime de sécurité sociale visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a) jusqu'à d) inclus, de la loi du 11 avril 1995 introduisant la 'charte' de la sécurité sociale; cette diminution n'est toutefois pas applicable lorsque les jours considérés ont été déjà été déduits en application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>;

2° a droit à un régime étranger équivalent à celui visé au 1<sup>o</sup> ou à un régime équivalent applicable au personnel d'un organisme international;

3° effectue un travail au sens de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, à l'exception du travail comme gardien ou gardienne d'enfants;

4° peut prétendre à une rémunération au sens de l'article 46 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, il est toutefois fait abstraction

1° du travail effectué du lundi jusqu'au vendredi inclus entre 18 heures et 7 heures, et de la rémunération y afférente, s'il s'agit d'une activité accessoire qui satisfait aux conditions de l'article 48 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 et que le gardien ou la gardienne d'enfants a déjà exercée pendant les trois mois qui précèdent le début de l'activité de gardien ou de gardienne d'enfants;

2° du travail et de la rémunération suite à une activité artistique, lorsque, conformément à l'article 74bis, ce travail n'entraîne pas la diminution du nombre d'allocations;

3° du travail et de la rémunération suite à un mandat politique;

4° du pécule de vacances dans le chef de la personne qui n'est plus liée par un contrat de travail.

**Art. 3.** Le montant journalier de l'allocation de garde est fixé à 21,84 EUR.

Le montant de l'allocation est lié à l'indice-pivot 103,14 en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1999 (base 1996 = 100). Ce montant est augmenté ou diminué conformément à l'article 4 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. L'augmentation ou la diminution est appliquée à partir du jour fixé par l'article 6, 3<sup>o</sup>, de la loi précitée.

Le nouveau montant est obtenu par la multiplication du montant de base par un multiplicateur égal à  $1,0200^n$ , où  $n$  représente le rang de l'indice-pivot atteint, sans qu'il y ait un arrondissement intermédiaire. L'indice-pivot qui suit celui mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> est considéré comme rang 1. Le multiplicateur est exprimé en unités, suivies de 4 chiffres. Le cinquième chiffre après la virgule est supprimé et entraîne une augmentation du chiffre précédent d'une unité lorsqu'il atteint au moins 5.

Lorsque le montant journalier de l'allocation calculé ainsi comporte une fraction de cent, le montant est arrondi au cent supérieur ou inférieur selon que la fraction atteint ou n'atteint pas 0,5.

**Art. 4.** A la fin de chaque mois, le service pour familles d'accueil délivre au gardien ou à la gardienne d'enfants qui le demande, un « certificat de chômage pour le gardien ou la gardienne d'enfants ».

Le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi détermine le contenu et le modèle du certificat de chômage et des autres formulaires qui sont requis pour l'introduction de la demande d'allocations et pour le paiement de l'allocation de garde.

Le Titre I<sup>er</sup> ainsi que les articles 64, 132 et 136 et le Titre II, Chapitre V, sections 2 à 4 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 sont d'application.

Wanneer de decimale breuk van het bekomen eindresultaat minder dan 0,25 bedraagt, wordt het resultaat naar de lagere eenheid afgerond; wanneer die breuk gelijk is aan of meer bedraagt dan 0,25 zonder 0,75 te bereiken, wordt het resultaat naar 0,50 afgerond; wanneer die breuk gelijk is aan of meer bedraagt dan 0,75, wordt het resultaat naar de hogere eenheid afgerond.

§ 3. Het overeenkomstig § 2 bekomen aantal uitkeringen wordt evenwel verminderd met het aantal dagen waarop de onthaalouder :

1° een vervangingsinkomen geniet dat voortvloeit uit een regeling van sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, a) tot en met d) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het 'handvest' van de sociale zekerheid; deze vermindering geldt evenwel niet indien de beschouwde dagen reeds in mindering werden gebracht in toepassing van § 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>;

2° gerechtigd is op een buitenlandse regeling gelijkaardig aan deze bedoeld in 1<sup>o</sup>, of op een gelijkaardige regeling geldend voor personeelsleden van een internationale instelling;

3° arbeid verricht in de zin van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, met uitzondering van arbeid als onthaalouder;

4° aanspraak kan maken op een loon in de zin van artikel 46 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991.

In afwijking van het eerste lid, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, wordt evenwel abstractie gemaakt van

1° arbeid verricht in de periode van maandag tot en met vrijdag tussen 18 u en 7 uur, en van het daarvoor toegekende loon, indien het een toekomstige activiteit betreft die voldoet aan de vereisten van artikel 48 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en die de onthaalouder reeds uitvoerende gedurende de drie maanden voorafgaand aan de aanvang van de activiteit als onthaalouder;

2° arbeid en van loon ingevolge een artistieke activiteit, indien deze arbeid overeenkomstig artikel 74bis niet leidt tot het de vermindering van het aantal uitkeringen;

3° arbeid en van loon ingevolge een politiek mandaat;

4° van vakantiegeld in hoofde van de persoon die niet meer verbonden is door een arbeidsovereenkomst.

**Art. 3.** Het dagbedrag van de opvanguitkering wordt vastgelegd op 21,84 EUR.

Het bedrag van de uitkering is gekoppeld aan de spilindex 103,14 geldend op 1 juni 1999 (basis 1996 = 100). Dit bedrag wordt verhoogd of verminderd overeenkomstig artikel 4 van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. De verhoging of de vermindering wordt toegepast vanaf de dag bepaald in artikel 6, 3<sup>o</sup>, van voornoemde wet.

Het nieuwe bedrag wordt bekomen door het basisbedrag te vermenigvuldigen met een multiplier gelijk aan  $1,0200^n$ , waarbij  $n$  overeenstemt met de rang van de bereikte spilindex, zonder dat een intermediaire afronding geschiedt. De spilindex volgend op deze vermeld in het eerste lid wordt als rang 1 beschouwd. De multiplier wordt uitgedrukt in eenheden, gevolgd door 4 cijfers. Het vijfde cijfer na de komma wordt weggelaten en leidt tot een verhoging met één eenheid van het vorige cijfer indien het minstens 5 bereikt.

Wanneer het aldus berekende dagbedrag van de uitkering een gedeelte van een cent bevat, wordt het tot de hogere of lagere cent afgerond naargelang het gedeelte al dan niet 0,5 bereikt.

**Art. 4.** De dienst voor opvanggezinnen bezorgt, na het verstrijken van elke maand, aan de onthaalouder die daarom verzoekt, een « werkloosheidsbewijs voor de onthaalouder ».

Het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening bepaalt de inhoud en het model van het werkloosheidsbewijs en van de andere formulieren die vereist zijn voor de indiening van de uitkeringsaanvraag en de uitbetaling van de opvanguitkering.

Titel I alsmede de artikelen 64, 132 en 136 en Titel II, Hoofdstuk V, afdeling 2 tot 4 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 zijn van toepassing.

Le gardien ou la gardienne d'enfants doit introduire une demande d'allocations de garde :

1° lorsque le gardien ou la gardienne d'enfants souhaite obtenir l'allocation de garde pour la première fois;

2° lorsque le gardien ou la gardienne d'enfants souhaite à nouveau obtenir l'allocation de garde, après ne pas avoir bénéficié d'une telle allocation pendant une période de 12 mois calendrier au moins;

3° lorsque le gardien ou la gardienne d'enfants demande le transfert d'un organisme de paiement à un autre;

4° lorsque le gardien ou la gardienne d'enfants change de résidence principale.

L'article 138, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et alinéa 3 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 et les articles 92 et 93 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage sont d'application. La demande d'allocations de garde, visée à l'alinéa précédent, 1° et 2°, ne doit toutefois être introduite qu'à la fin du quatrième mois qui suit celui pour lequel l'allocation de garde est demandée pour la première fois ou est demandée à nouveau ou celui au cours duquel l'événement mentionné à l'alinéa précédent est situé.

**Art. 5.** Le paiement de l'allocation de garde a lieu par le biais des organismes de paiement précités, sous le contrôle de l'Office national de l'Emploi.

Les dispositions du Titre II, Chapitre VII à IX de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991 sont d'application.

**Art. 6.** Les journées qui donnent lieu au paiement de l'allocation de garde octroyée en application du présent arrêté ne sont pas, pour l'application de l'article 38 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, assimilées à des journées de travail.

**Art. 7.** Ne constituent pas un obstacle au bénéfice des allocations d'interruption octroyées en vertu de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, lettre *l*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment :

1° l'allocation de garde octroyée en application du présent arrêté;

2° l'indemnité de maladie ou d'invalidité qu'un gardien ou une gardienne d'enfants perçoit suite à ses activités comme gardien ou gardienne d'enfants, si le gardien ou la gardienne d'enfants est affilié à un service agréé par une Communauté, sans être lié par un contrat de travail avec ce service, sauf si la législation relative à l'assurance maladie-invalidité interdit le cumul;

3° l'indemnité d'incapacité de travail conformément à la législation relative à l'indemnisation des accidents du travail ou des maladies professionnelles, si cette indemnité a été octroyée suite à un événement survenu dans le cadre de l'activité de gardien ou de gardienne d'enfants, sauf si la législation relative à l'indemnisation des accidents du travail ou des maladies professionnelles, interdit le cumul.

L'indemnité de maternité que perçoit une gardienne d'enfants fait obstacle au bénéfice des allocations d'interruption octroyées en vertu de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, lettre *l*, de l'arrêté-loi précité du 28 décembre 1944.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003.

Le gardien ou la gardienne d'enfants qui, pendant les trois mois qui précèdent l'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce une activité accessoire qui satisfait aux conditions de l'article 48 de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, est assimilée au gardien ou à la gardienne d'enfants visée à l'article 2, § 3, alinéa 2, 1°.

**Art. 9.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Références au *Moniteur belge*:

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 24 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

De onthaalouder moet een aanvraag om opvanguitkeringen indienen :

1° wanneer de onthaalouder voor het eerst de opvanguitkering wenst te bekomen;

2° wanneer de onthaalouder, na gedurende een periode van ten minste 12 kalendermaanden geen opvanguitkering te hebben genoten, opnieuw de opvanguitkering wenst te bekomen;

3° wanneer de onthaalouder de overgang vraagt van een uitbetalinginstelling naar een andere;

4° wanneer de onthaalouder van hoofdverblijfplaats verandert.

Artikel 138, eerste lid, 4° en derde lid van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 en de artikelen 92 en 93 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering zijn toepasselijk. De aanvraag om opvanguitkeringen, bedoeld in het vorige lid, 1° en 2°, moet evenwel slechts ingediend worden op het einde van de vierde maand volgend op deze waarvoor voor het eerst of opnieuw de opvanguitkering wordt aangevraagd of waarin de in het vorig lid vermelde gebeurtenis gelegen is.

**Art. 5.** De betaling van de opvanguitkering geschiedt door toedoen van de uitbetalingsinstellingen onder toezicht van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

De bepalingen van Titel II, Hoofdstuk VII tot IX van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 zijn van toepassing.

**Art. 6.** De dagen die aanleiding geven tot de betaling van een opvanguitkering toegekend in toepassing van onderhavig besluit, worden voor de toepassing van artikel 38 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991 niet met arbeidsdagen gelijkgesteld.

**Art. 7.** Vormen inzonderheid geen beletsel voor het genot van onderbrekingsuitkeringen, toegekend krachtens artikel 7, § 1, derde lid, lettera *l*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders :

1° de opvanguitkering toegekend in toepassing van onderhavig besluit;

2° de ziekte- of invaliditeitsuitkering die een onthaalouder ontvangt ingevolge zijn activiteiten als onthaalouder, indien de onthaalouder aangesloten is bij een dienst die door een Gemeenschap is erkend, zonder met deze dienst verbonden te zijn door een arbeidsovereenkomst, behalve indien de regelgeving inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering de cumulatie verbiedt; behalve indien de regelgeving inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering de cumulatie verbiedt;

3° de vergoeding wegens arbeidsongeschiktheid overeenkomstig de wetgeving die betrekking heeft op de schadeloosstelling voor arbeidsongevallen of beroepsziekten, indien deze vergoeding toegekend werd ingevolge een gebeurtenis overkomen in het kader van de activiteit als onthaalouder, behalve indien de regelgeving inzake de schadeloosstelling voor arbeidsongevallen of beroepsziekten de cumulatie verbiedt.

De moederschapsuitkering die een onthaalouder ontvangt, vormt een beletsel voor het genot van onderbrekingsuitkeringen, toegekend krachtens artikel 7, § 1, derde lid, lettera *l*, van de voormelde besluitwet van 28 december 1944.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2003.

De onthaalouder die gedurende de drie maanden die voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit besluit een bijkomstige activiteit uitoefent die voldoet aan de vereisten van artikel 48 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, wordt gelijkgesteld met de onthaalouder bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, 1°.

**Art. 9.** Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 24 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.